Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-684** **13/09/2018**

Date de mise en application : 13/09/2018
Diffusion : Tout public

Date limite de mise en œuvre : 13/09/2018
Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidatures : 13 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence Française pour la Biodiversité :

- 1 poste de chargé(e) de mission Grands usages maritimes et Natura 2000 (catégorie A) (H/F) à Marseille (13).
Date limite de candidature : 05 octobre 2018.

Agence de l 'eau Loire-Bretagne :

- 1 poste de chef chargé(e) de mission « cours d'eau » (catégorie A) (H/F) à Orléans (45).
Date limite de candidature : 11 octobre 2018.

- 1 poste de chef chargé(e) de mission – planification » (catégorie A) (H/F) à Lempdes (63).
Date limite de candidature : 15 octobre 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement, et du travail (ANSES) :

- 1 poste de chargé(e) de projet technique – référent applicatif (agent contractuel cat. 2 ou catégorie A) (H/F) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 27 septembre 2018.

- 1 poste de responsable administratif et financier (H/F) (agent contractuel cat. 2 ou catégorie A) (H/F) à Lyon (69).
Date limite de candidature : 01 octobre 2018.

- 1 poste de chef de service des moyens généraux (agent contractuel cat. 2 ou catégorie A) (H/F) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 26 septembre 2018.

- 1 poste de directeur adjoint de laboratoire (agent contractuel cat. 1 ou catégorie A+) (H/F) à Fougères (35).
Date limite de candidature : 26 septembre 2018.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef de service des affaires financières et contractuelles (H/F) (catégorie A) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 05 octobre 2018.

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage :

- 1 poste de gestionnaire administratif et financier (F/H) (Catégorie B) à Auffargis (78).
Date limite de candidature : 20 septembre 2018.

- 1 poste de responsable comptabilité - Inventaire (F/H) (Catégorie B) à Auffargis (78).
Date limite de candidature : 20 septembre 2018.

FranceAgriMer (FAM):

- 1 poste d'inspecteur général des services et chargé de l'appui aux régions (catégorie A) (F/H) à Montreuil (93).
Date limite de candidature : 12 octobre 2018.

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO):

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'ouest (catégorie A) (H/F) à Lagos (Nigeria).
Date limite de candidature : 14 octobre 2018.

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'ouest (catégorie A) (H/F) à Abidjan (Cote d'Ivoire).
Date limite de candidature : 14 octobre 2018.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir par un fonctionnaire exclusivement ou par un agent en CDI régi par le quasi-statut

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission Grands usages maritimes et Natura 2000 – Secteur géographique : Corse (h/f)**
Affectation :	DAPP/DMM/MED
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du chef de l'antenne Méditerranée
Résidence administrative :	Marseille (13)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Description du poste :

Mission :

Apporter un appui à la gestion du patrimoine naturel et à gestion durable et raisonnée des grands usages maritimes au regard de l'environnement naturel dans lequel ils s'exercent en Méditerranée

Activités principales :

- **Assurer la coordination de l'élaboration des avis au sein de l'Antenne de façade** notamment sur les impacts des grands usages maritimes sur la biodiversité (ports, éolien en mer, transports maritimes, déchets,…).

O Coordination interne et à l'échelle de la façade (associant scientifiques, PNM et les autres aires marines protégées, directions régionales de l'AFB) et/ou production d'avis et d'expertises sur des projets dans les Aires marines protégées ou à proximité y compris production de documents techniques sur ces grands usages

O Suivi du Document Stratégique de Façade (DSF), sur le volet grands usages maritimes pour assurer une prise en compte des enjeux environnementaux dans la Planification Spatiale Maritime.

O Étude et suivi des grands usages maritimes et évaluation de leur impact sur le milieu naturel marin. A ce titre, contribution à la mise en œuvre de mesures de réduction de pressions de ces grands usages sur le patrimoine naturel.

O veille et contribution à des guides méthodologiques sur les méthodes d'analyse environnementale (ex. effets cumulés), sur les innovations technologiques plus respectueuses de l'environnement marin, sur les retours d'expériences en matière de restauration et génie écologique. Référent du Pôle Mer Méditerranée

O Mise à jour de Patbiodiv pour l'antenne de façade

• **Apporter un appui à la création, à la gestion et à la mise en réseau des aires marines protégées de Corse**, et notamment Natura 2000 en mer par :

O Élaboration de DOCOB en coopération avec les acteurs locaux, puis soutien à l'animation en partenariat avec les collectivités territoriales

O Appui transversal thématique pour l'animation des sites confiés en animation aux collectivités (Office de l'Environnement de Corse, Communauté d'Agglomération du pays Ajaccien, Ville de Porto Vecchio,…) y compris l'Analyse des risques de dégradation des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche professionnelle

O Accompagnement des services de l'Etat et des partenaires dans les avis et projets en lien avec la protection du milieu marin et notamment pour le développement des protections renforcées et des réserves halieutiques.

• Contribuer à l'élaboration des DOCOB et à l'animation des sites Natura 2000 en mer pour lesquels les grands usages sont prédominants (sites du large notamment)

• Contribuer à l'animation du réseau des gestionnaires d'AMP de la façade

Relations liées au poste

Relations internes :

• Ensemble de l'équipe de l'Antenne

• Département milieux marins et plus particulièrement les services connaissance, évaluation et surveillance du milieu marin et protection et usages du milieu marin et les autres Antennes métropolitaines

• Autres départements et services de la Direction Appui aux Politiques Publiques

• Direction recherche expertise et développement des compétences (et notamment le département centre de ressources)

• Direction territoires et partenariats et notamment le Département aires protégées et le Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate et le Parc naturel Marin du Golfe du Lion

• Direction interrégionale PACA Corse et Direction régionale Occitanie

Relations externes :

• Services de l'Etat (Préfectures, DREAL, DDTM/DML, PREMAR MED, DIRM MED…) de la façade

• Collectivités territoriales : élus, services techniques

• Usagers du milieu marin (pêcheur professionnels et amateurs, industriels, ports, plaisanciers, plongeurs…)

• Gestionnaires d'aires marines protégées du secteur Corse et porteurs de projet d'aires marines protégées

• Associations

Compétences et qualités requises

Connaissances :

• Connaissances sur les écosystèmes marins en Méditerranée

• Connaissance des acteurs et des institutions qui interviennent en mer et sur le littoral sur la façade

• Connaissances des politiques publiques de protection et de gestion de l'environnement marin,

• Connaissance des aspects techniques, économiques et juridiques relatifs aux grands aménagements et usages en milieu marin

• Connaissances sur la gestion d'espaces protégés et l'évaluation environnementale

Savoir-faire opérationnel :
- Animer un réseau
- Monter et gérer un projet
- Communiquer au sein de différents réseaux professionnels
- Faire des synthèses
- Rédiger un rapport
- Maîtriser l'anglais professionnel

Savoir-être professionnel :
- Capacités relationnelles et de médiation
- Autonomie
- Organisation
- Rigueur
- Travail en équipe

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DMM/MARITIMES/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 05/10/2018

Orléans, le 07/09/2018

FICHE DE POSTE

Diffusion : interne et externe

POSTE	**CHARGÉ(E) DE MISSION « COURS D'EAU »**
CATÉGORIE DU POSTE	Contractuel catégorie I des agences de l'eau ou fonctionnaire de catégorie A
AFFECTATION	Direction des politiques d'intervention *Service Agriculture et Milieux Aquatiques*
RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE	ORLÉANS (45)
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée de droit public ou en position normale d'activité pour les fonctionnaires
DATE DE PRISE DE FONCTION	1er novembre 2018
PRÉSENTATION DE L'UNITÉ	*L'agence de l'eau Loire-Bretagne est un établissement public de l'Etat comptant 300 agents répartis entre un siège et 5 délégations régionales. Sa vaste étendue (28% du territoire métropolitain), des sources de la Loire à la Bretagne, est composée de territoires extrêmement variés.* *Depuis plus de 50 ans, grâce aux diverses redevances perçues, l'agence de l'eau s'engage aux côtés des élus et des usagers de l'eau pour préserver la ressource et les milieux aquatiques. Elle exerce sa mission dans le cadre de programmes d'intervention pluriannuels. De 2013 à 2018, le 10e programme de l'agence de l'eau aura mobilisé plus de 2,5 milliards d'euros pour soutenir les actions et les investissements en faveur de la gestion de l'eau, des milieux aquatiques et de la biodiversité.* *Acteur important dans la construction et la mise en œuvre des programmes d'intervention, la direction des politiques d'intervention est composée de 40 agents répartis dans 3 services, dont celui en charge de l'agriculture et des milieux aquatiques. Celle-ci est en train de finaliser la préparation du 11e programme d'intervention 2019-20124 dans lequel la politique de préservation des milieux aquatiques occupe une place centrale.*
MISSION PRINCIPALE	Dans son domaine de compétence (hydromorphologie des cours d'eau, continuité écologique, contractualisation territoriale), le (la) titulaire du poste est chargé(e) de participer à l'élaboration, à l'animation, au suivi technique et financier du programme d'intervention de l'agence, d'apporter un appui aux délégations régionales de l'agence, de contribuer à l'élaboration et au suivi du Sdage et du programme de mesures associé.
ACTIVITÉS GÉNÉRALES	Le ou la titulaire : Participe à l'élaboration de la stratégie et des dispositifs d'aide et à la réalisation des documents de mise en œuvre correspondants, Garantit la cohérence des actions menées avec les objectifs de l'agence, le Sdage et la réglementation, Apporte une expertise technique, Contribue à l'animation de la politique territoriale de l'agence en interne et externe, Porte la stratégie de l'agence en interne comme en externe et peut représenter l'agence auprès de partenaires / structures politiques ou professionnelles / groupes de travail nationaux. *Des déplacements sont à prévoir sur le bassin Loire-Bretagne et à Paris. Le permis B est obligatoire*.
RATTACHEMENT HIÉRARCHIQUE	Chef du service agriculture et milieux aquatiques
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : Travaille en lien étroit avec les agents du service (11 personnes) et notamment ceux en charge des milieux humides, de la gestion de données, de la Gemapi, de la politique territoriale et de la politique partenariale. Collabore avec les directions du siège et les délégations régionales.

	Externes : Services de l'Etat (échelles nationale et territoriale), autres agences de l'eau, AFB, techniciens de rivières.
CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCE	Avoir des compétences en matière de fonctionnement et de gestion des cours d'eau, en particulier, et des milieux aquatiques en général, Connaître l'environnement institutionnel et les partenaires de l'agence, Connaître la réglementation liée à l'eau.
SAVOIRS FAIRE	Savoir analyser et synthétiser une demande/un dossier/un sujet, Savoir fédérer autour d'objectifs, Savoir conceptualiser, Savoir coordonner et animer un groupe de travail/une équipe, Savoir présenter des informations et les expliquer, Savoir rédiger, Savoir relayer l'information de manière pertinente, Savoir vulgariser et expliquer des informations techniques, Savoir prendre la parole en public.
CONDITIONS	**Un recrutement interne sera privilégié** Pour les contractuels : être un agent de catégorie I d'une agence de l'eau ou agent de catégorie II ayant 12 ans d'ancienneté dans une agence de l'eau. Pour les fonctionnaires : être titulaire de catégorie A
CANDIDATURES	Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être doivent être déposées sur Profil'Eau avant **le 11 octobre 2018.**
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE	Contacter : Mme Carole KERVEVAN, cheffe de service : 02 38 51 73 58 Mme Marie-Claude PLANTADE, chargée mission recrutement ☎ 02 38 51 74 40

www.eau-loire-bretagne.fr

Orléans, le 04/09/2018

FICHE DE POSTE

Diffusion : interne et externe

POSTE	**CHARGÉ(E) DE MISSION – PLANIFICATION (H/F)**
CATÉGORIE DU POSTE	Contractuel de catégorie I des agences de l'eau ou fonctionnaire de catégorie A
AFFECTATION	**Délégation Allier Loire Amont**
RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE	LEMPDES (63)
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée de droit public ou en position normale d'activité pour les fonctionnaires
DATE DE PRISE DE FONCTION	01/01/2019
MISSION PRINCIPALE	Le (la) titulaire du poste est en charge pour le territoire de la délégation de l'élaboration et du suivi du SDAGE, du programme de mesures et des PAOT, et contribue dans ce cadre à la définition des stratégies locales d'intervention.
ACTIVITÉS GÉNÉRALES	Le ou la titulaire : - pilote pour le compte de la délégation les travaux d'actualisation et de suivi des différentes phases d'élaboration et de suivi du SDAGE et du Programme De Mesures (PDM), - coordonne et participe à l'actualisation des Plans d'Action Opérationnels Territorialisés (PAOT) pour les actions pilotées par l'agence, - participe à l'élaboration des objectifs et à la définition des stratégies d'action de la délégation en veillant à la cohérence avec le SDAGE, - contribue à l'élaboration des feuilles de route des SAGE et des contrats territoriaux, - vient en appui du directeur pour le suivi des politiques régionales et des Contrats de Plan État-Région (CPER), - assure la coordination des SAGE à l'échelle de la délégation et peut prendre en charge le suivi d'un ou de plusieurs SAGE, - assure la coordination des actions de surveillance de la qualité des milieux aquatiques, - coordonne en interne la réalisation de synthèses et de cartographies liées à aux missions de la délégation. *Des déplacements sont à prévoir, sur l'ensemble du bassin Loire-Bretagne et sur Paris. Le permis de conduire (B) est indispensable*
RATTACHEMENT HIÉRARCHIQUE	Directeur de la délégation
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : Direction de l'Evaluation et de la Planification (DEP), Direction des Politiques d'Intervention (DPI) ; Services de la délégation Externes : DREAL, AFB, DDT principalement.
CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCE	Connaissance du domaine de l'eau et de la directive cadre sur l'eau,

	Connaissance appréciées des outils de planification de l'eau (SDAGE, SAGE)
SAVOIRS FAIRE	Savoir définir et piloter un projet, Savoir coordonner et animer un groupe de personnes sur un projet, Savoir fédérer autour d'objectifs, Savoir présenter des informations et argumenter, Savoir analyser et synthétiser un dossier / un sujet, Savoir vulgariser et expliquer des informations techniques, Savoir relayer l'information de manière pertinente, Savoir prendre la parole en public, Savoir animer une réunion, Savoir rédiger.
CONDITIONS	**Un recrutement interne sera privilégié** Pour les contractuels : être un agent de catégorie I d'une agence de l'eau ou agent de catégorie II ayant 12 ans d'ancienneté Pour les fonctionnaires : être titulaire de catégorie A
CANDIDATURES	Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur Profil'Eau avant **le 15 octobre 2018**
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE	Contacter : M. Jean-Pierre MORVAN, Directeur de la Délégation : 04 73 17 07 21 Mme Marie-Claude PLANTADE, chargée de mission recrutement ☎ 02 38 51 74 40

www.eau-loire-bretagne.fr

Date : 06/09/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet technique – Référent applicatif (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Technique et Informatique Service Etudes et Développement
Missions / contexte	Le Service Etudes et Développement : • est responsable de l'architecture applicative du système d'information et de la mise en œuvre du SDSI (schéma directeur des SI) • assiste les directions métiers MOA • conçoit, met en œuvre et maintient en conditions opérationnelles les applications métiers (expertise, appui aux évaluations, activités de laboratoires), de gestion (finances, ressources humaines, gestion du temps) et de communication (Intranet/ Extranet) • réalise lui-même ou fait appel à des prestations extérieures. L'équipe est composée de 9 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef du Service Etudes et développement, le « Chargé de projet Technique – Référent applicatif », ayant des compétences techniques confirmées et une capacité à appréhender les sujets fonctionnels, assure le support de niveau 2 sur des applications informatiques complexes.

Il développe ou gère les développements autour des technologies à nature transverse à plusieurs applications comme le décisionnel, l'ETL et les nouvelles technologies (Web, Java, J2EE…).

Le principal domaine applicatif dans lequel il sera amené à intervenir concerne la gestion des activités des laboratoires avec notamment un LIMS (Laboratory Information Management System) et des applications dédiées.

Activités

1) Lors de développement de nouveaux logiciels

- Définir la conception technique
- Participer à la conception technique pour garantir une cohérence avec les normes et les technologies de la DSI de l'Anses
- Assurer les développements autour de technologies transverses comme le décisionnel, l'ETL ou les technologies Web.

2) En phase de recette

- Maitrisant les contextes technique et fonctionnel de l'Anses, il contribue pendant les phases de recette à :
  - Identifier techniquement les sources des problèmes
  - Filtrer les anomalies à remonter aux sous-traitants.
  - Assurer le suivi de résolution des anomalies

3) Au quotidien

- Prendre en compte, traiter et suivre les appels des administrateurs locaux,
- Diagnostiquer les anomalies, corriger ou transférer les incidents aux entités compétentes,
- Adhérer à une méthodologie stricte de suivi et tracer les incidents jusqu'à leur clôture,
- Exploiter la base d'incidents : relances, consolidation, analyse de tendance,
- Superviser et garantir l'intégrité des environnements techniques, alerte, et demandes d'actions préventives de fond,
- Participer à la communication autour des applications informatique et à la diffusion d'informations.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+5 en informatique souhaité
Minimum BAC +3

Expériences similaires

- 2 à 5 ans d'expériences
- La connaissance d'un LIMS serait un plus
- Une expérience en santé publique serait appréciée

Compétences

- Compétences techniques :
  - Langages/technologies : J2EE, .Net, AJAX, AngularJS, HTML, XML, SQL
  - Bases de données : Oracle, SQLServer, PostgreSQL.
  - Décisionnel : Business Object,
  - ETL : connaissance Talend appréciée,
  - Connaissances d'un LIMS appréciée.
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude organisationnelle, rigoureux (se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 septembre 2018

Renseignements sur le poste : Arnaud PARALIEU (arnaud.paralieu@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-044 à :** recrutement@anses.fr

Date : 10/09/2018

Poste à pourvoir	**Responsable Administratif et Financier (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Laboratoire de Lyon (69)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Lyon
Le laboratoire de Lyon intervient dans les domaines de l'antibiorésistance et virulence bactériennes, des maladies neurodégénératives animales et humaines, des mycoplasmes des ruminants, des fièvres hémorragiques virales et de la résistance des bio-agresseurs des végétaux aux produits phytosanitaires. Il intervient également en épidémiologie, surveillance, investigation, recherche sur les méthodologies de surveillance des maladies animales.
Il participe dans son domaine d'intervention à l'accomplissement des missions de références, de recherche, de veille, d'épidémiologie et d'expertise scientifique de l'Anses.
Le laboratoire dispose d'un personnel de 78 personnes permanentes, réparties en 6 unités scientifiques, un service scientifique de plateforme d'appui, et des services de fonctions support.
Par ailleurs, un projet immobilier d'envergure et visant à la construction d'un nouveau laboratoire sur le site actuel est en cours.

Missions / contexte

Sous l'autorité de la direction du laboratoire, le chef du service administratif et financier (RAF) gère les ressources financières, les ressources humaines et coordonne avec le service technique le suivi des dossiers et marchés en lien avec les prestations externes, le bon fonctionnement du laboratoire et le projet immobilier. Il travaille en étroite collaboration avec les directions financières et ressources humaines du siège.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité de la direction, le RAF est en charge d'assurer et d'optimiser la gestion administrative, financière et technique de l'entité. Il pilote et contrôle le service administratif et financier composé de 4 agents sous son autorité hiérarchique. Par ailleurs, il assure la coordination avec l'équipe technique des dossiers et du suivi des marchés, et des projets immobiliers.

Activités

Dans ce cadre, les principales missions seront de :

- Garantir la coordination administrative et financière du laboratoire en liaison étroite avec les directions du siège,
- Piloter l'élaboration et le suivi de l'exécution du budget de Lyon, environ 1,3 M€, en lien avec la Direction des finances et l'Agent Comptable de l'Anses,
- Assurer la gestion de proximité en ressources humaines des agents présents sur le site en lien avec la Direction des ressources humaines,
- Contribuer sur la partie administrative à la négociation, la rédaction et la gestion des accords d'engagement scientifiques et administratifs tels que les contrats de recherche, les conventions partenariales nationales, européennes et internationales, les contrats de prestations et de service, les marchés publics...,
- Assurer la gestion et le bon fonctionnement des installations techniques, ainsi que la gestion du patrimoine immobilier du site de Lyon,
- Contribuer activement à la construction du projet immobilier relatif au futur laboratoire de Lyon.

Le RAF est l'interlocuteur privilégié de la direction et des chefs d'unités ou de service du laboratoire. Il est force de proposition sur tous les sujets administratifs, financiers et techniques auprès de la direction.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +5 en gestion administrative et financière souhaité

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans un poste similaire
- Première expérience en management d'équipe souhaitée
- Une expérience préalable dans la conduite d'un projet immobilier serait un plus

Compétences

- Bonne connaissance des règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements publics de l'Etat (EPA)
- Connaissances dans la gestion technique des bâtiments et dans la sécurité au travail
- Connaissance des techniques de management
- Connaissance de la norme ISO 9001 pour la mise sous assurance qualité des processus
- Sens des responsabilités et de l'écoute
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maitrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Maîtrise de l'anglais souhaitée pour un bon suivi des conventions portées par le laboratoire à l'international

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 1er octobre 2018

Renseignements sur le poste : Laurent LEMPEREUR (laurent.lempereur@anses.fr, 06 35 82 97 25)
ou Emilie GAY (emilie.gay@anses.fr, 06 46 68 33 76)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-105 à :** recrutement@anses.fr

Date : 05/09/2018

Poste à pourvoir	**Chef de service des moyens généraux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien

Entité recruteuse	Direction des finances Service des moyens logistiques (SML)
Missions / contexte	Le SML est chargé d'assurer la logistique pour les directions et les laboratoires des sites de Maisons-Alfort et d'apporter son appui aux autres entités pour la gestion de leur logistique. Au niveau de l'Agence, il est chargé du suivi des achats de carburants, d'assurance, de fournitures de bureau, de papier, de mobilier et de la gestion des parcs de véhicules et de photocopieurs pour l'ensemble des sites. Le SML coordonne son activité avec le service exploitation maintenance (SEM) de la direction technique et informatique (DTI). L'équipe est composée de 6 agents et d'une dizaine de prestataires externes (accueil, courrier, contrat multitechnique…).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du Directeur des achats et Finances, le « Chef de service des moyens généraux » assure l'organisation, la supervision et la coordination du travail des agents et veille à la mise en œuvre des moyens logistiques, financiers et humains pour conduire l'activité.

Activités

A ce titre, son rôle sera de :

- Animer une équipe composée de cinq agents et d'une dizaine de prestataires sur site, notamment en conseillant et apportant un appui technique à l'équipe
- Gérer l'ensemble de la logistique du siège dans le respect du code des marchés publics
- Assurer la gestion des budgets
- Fournir les éléments techniques nécessaires à l'élaboration des dossiers de marchés publics et effectuer les analyses techniques
- Participer au processus de maintenance préventive et corrective des équipements, matériels, bâtiments ainsi que les travaux en partenariat avec la Direction Technique et Informatique (DTI),
- Superviser la mise en place des salles, réagencement des bureaux / salles de réunions, installations lors d'évènements internes (séminaire, colloques, …)
- Gérer le parc automobile : suivi de l'évolution du parc, mise en œuvre de la politique d'entretien
- Appliquer la procédure interne en matière de sous-traitance (recherche et sélection de prestataires adaptés aux travaux à confier, réception et validation des documents administratifs obligatoires),
- Etre l'interlocuteur privilégié des Directions du siège

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.
- Port de charge
- Intervention de nuit sur alarmes techniques

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en formation technique/logistique
Minimum BAC +3

Expériences similaires

- Expérience significative dans des fonctions similaires
- Réelle expérience dans les métiers de l'organisation logistique

Compétences

- Savoir piloter, animer, manager une équipe, rendre compte et assurer le contrôle de la qualité des prestations
- Connaissances techniques en bâtiments
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Savoir s'adapter aux évolutions d'organisation
- Faire preuve de réactivité et être force de propositions
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Connaître les principes d'imputation budgétaire, les règles et méthodes de la comptabilité publique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 septembre 2018

Renseignements sur le poste : Sébastien TAUPIAC, Directeur des finances – Préfigurateur direction des achats et des finances (sebastien.taupiac@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-097 à** : recrutement@anses.fr

Date : 05/09/2018

Poste à pourvoir	**Directeur adjoint de laboratoire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Fougères

Missions / contexte

Le laboratoire de Fougères intervient dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé animale. Il comprend 4 unités : Analyse des Résidus et Contaminants (ARC), Toxicologie des contaminants (TC), Expérimentation, Modélisation et Analyse de Données (EMAD) et Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). Il mène des activités de recherche et de référence sur plusieurs types de dangers chimiques et biologiques pouvant affecter la sécurité des aliments et la qualité des aliments en relation avec l'usage des médicaments vétérinaires et des biocides et il contribue à la caractérisation de dangers toxicologiques. Il collabore avec les unités et départements des autres laboratoires et des pôles « Produits réglementés » et « Sciences pour l'Expertise ». Il détient plusieurs mandats de référence en tant que Laboratoire National de Référence (LNR) pour les résidus de médicaments vétérinaires, Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LR-UE) pour les résidus d'antibiotiques et de colorants, et LNR pour la résistance aux antibiotiques. Le laboratoire héberge deux plateformes de l'agence, une consacrée à l'analyse statistique pour les essais inter-laboratoires et la validation de méthodes analytiques et la seconde à l'imagerie cellulaire à haut contenu informatif.

Le laboratoire de Fougères rassemble 60 employés permanents et jusqu'à une dizaine de CDD/doctorants. En appui de ses travaux, il dispose de 2 animaleries et de services techniques et administratifs en commun avec l'Agence Nationale du Médicament Vétérinaire.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

En tant que directeur adjoint, vous contribuerez auprès du directeur, en cohérence avec la Direction de la stratégie et des programmes du pôle référence – recherche, à la définition des orientations scientifiques du laboratoire de Fougères et veillerez à leur mise en œuvre en répondant aux recommandations issues du processus d'évaluation quadriennale des laboratoires.

En étroite collaboration avec votre directeur et en vous appuyant sur les managers du laboratoire, vous développerez l'efficacité des équipes autour d'un projet commun visant leur cohésion et leur collaboration sur des approches pluridisciplinaires.

Vous faciliterez le développement de partenariats internes, régionaux, nationaux et internationaux pertinents pour la cohésion de l'agence, pour le développement des activités de recherche et pour l'efficience des travaux de référence et de surveillance sanitaire.

Vous veillerez à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des agents et de leurs conditions de travail et à la sécurité des locaux.
Vous contribuerez à définition de la politique qualité et la mise en œuvre du système de management de la qualité dans le laboratoire.

Vous assurerez la suppléance du Directeur sur l'ensemble du périmètre du laboratoire en son absence.

Activités

- Participer au comité de direction élargi de l'Anses et au codir du pôle recherche et référence en cas d'indisponibilité du directeur
- Contribuer à l'élaboration du programme de travail du laboratoire en cohérence avec les orientations scientifiques définies, les recommandations issues de l'évaluation quadriennale et le contrat d'objectif et de performance signé avec les tutelles ministérielles
- Développer le management de projets, la valorisation des données et la communication des travaux de recherches et de références vers les pairs, les parties prenantes et le grand public.
- Participer avec le directeur et la responsable du service administratif et financier à l'établissement du budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement et veiller à la bonne exécution des budgets alloués
- Assurer les conditions de travail pour préserver la santé des agents et créer les conditions d'une vie scientifique partagée au sein du laboratoire
- Assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité, de prévention des risques et du management de la qualité
- Ancrer le laboratoire dans le tissu régional, auprès des collectivités comme des partenaires académiques ; développer des synergies partenariales et accompagner le directeur dans la recherche de financements externes
- Participer aux réflexions du pole Recherche référence visant une meilleure lisibilité et efficience des activités scientifiques de l'ensemble des laboratoires

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Au minimum BAC + 5 ; domaine de la biologie, chimie
Ingénieur, Vétérinaire, Pharmacien, Doctorat Universitaire

Expériences similaires

- La personne recrutée disposera d'une expérience dans le management opérationnel d'équipes, ainsi que dans le domaine de la sécurité sanitaire, de la recherche et de l'animation scientifique. Une expérience de scientifique dans le domaine de la gestion et de l'animation de projets de recherches dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la pharmacie, de la médecine vétérinaire, ou de la toxicologie.

Compétences

- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification
- Capacités d'écoute, fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires
- Capacités à travailler avec des partenaires internationaux
- Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche
- Aptitude à diriger des recherches appréciées
- Capacité à monter un budget prévisionnel et à analyser son exécution
- Bonne capacité en anglais (écrit, oral)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 septembre 2018

Renseignements sur le poste : Pascal SANDERS, Directeur du laboratoire de Fougères,
pascal.sanders@anses.fr, téléphone : 02 99 94 78 90

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-042 à :** recrutement@anses.fr

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement
Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)

Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil-sous-Bois Cedex

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro - ligne 1 - station Saint-Mandé)

Chef du service des affaires financières et contractuelles (H/F)

N° du poste : 18373	
Catégorie : A **Cotation parcours professionnel : 2**	**Groupe RIFSEEP ASP : 1**
Poste susceptible d'être vacant / SREPES **Date limite de candidature : vendredi 5 octobre 2018**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer. Au sein de l'Agence de services et de paiement (ASP), la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune (PAC) : 370.000 agriculteurs et 9 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier pilier et deuxième pilier de la PAC. La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage des systèmes informatiques de gestion des aides télépac et ISIS. Ces systèmes d'information sont techniquement développés par un prestataire informatique (MOE : Maitrise d'œuvre), mais leurs développements et leur exploitation sont pilotés par la DSDA (MOA : Maitrise d'ouvrage). Le poste est basé sur Montreuil (93) avec déplacements ponctuels sur Limoges.
Objectifs du poste	Encadrer le service (3 agents), assurer la mise en œuvre, la gestion et le suivi de la politique et des procédures d'achat dévolues à la direction
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Sous l'autorité du responsable financier et budgétaire, les missions du titulaire du poste seront les suivantes : - Piloter les opérations nécessaires à la passation et à l'exécution des marchés publics pour les projets de Maîtrise d'œuvre informatique externe, en lien avec la direction financière, juridique et logistique (DFJL) et la direction de l'informatique et des technologies (DIT), - Identifier et planifier les procédures d'achat à mener au cours de l'année,

	- Elaborer les conventions dont la direction assure la mise en œuvre (SIGC-RDR3, IGN notamment), - Piloter les opérations nécessaires à l'élaboration et au suivi de l'ensemble des budgets annuels de l'ordre de 25 à 30 M€ et s'assurer de leur restitution auprès des différentes instances lors du comité de gouvernance des systèmes d'information de l'ASP ou des réunions budgétaires de suivi du programme ISIS, - Elaborer les feuilles de routes « Métiers » annuelles organisées par programme d'opérations et par chantier informatique, avec planification des consommations trimestrielles, - S'assurer des évolutions et mises à disposition des formulaires et notices dans le cadre de la mise en œuvre de la PAC, - Participer au CODIR de la direction. Dans le cadre du contrôle des crédits d'investissements du programme ISIS, le titulaire travaillera en binôme avec le responsable financier et budgétaire qui suivra les aspects techniques et notamment l'évaluation des coûts forfaitaires sur la base des estimations de complexités des travaux informatiques.
Champ relationnel du poste	- Directeur, responsable financier et budgétaire, chefs de service de la direction, - Interlocuteurs internes à l'ASP : Direction Financière, Juridique et Logistique pour les sujets budgétaires et contractuels, Direction de l'Informatique et des Technologies pour les marchés mutualisés d'éditeurs de logiciels (Oracle, Esri), - Référent permanent de la direction au comité de gouvernance et de la sécurité des systèmes d'informations
Profil requis pour le poste	- Aptitude au management et à l'animation d'une équipe, - Maîtrise de la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), - Maîtrise de la réglementation en matière de commande publique, - Connaissance des procédures achat et aptitude à la négociation - Capacité à rédiger les cahiers des charges orienté Systèmes d'Information et Communication (AE, RP, CCAP, CCTP, Annexes), à dépouiller les offres, à produire les rapports de présentation pour les instances de décision, - Expérience dans la mise en œuvre de systèmes d'information complexes, - Qualité de restitution, - Méthode et rigueur dans l'exécution des fonctions, - Esprit de synthèse et d'initiative indispensable, - Capacité de négociation, d'anticipation et de gestion des priorités, - Aptitudes fortes à communiquer avec les cadres de la direction, - Maîtrise des outils bureautiques et des outils de gestion de projets,
Personnes à contacter	Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste : - Monsieur Guilhem BRUN – Directeur de la DSDA – guilhem.brun@asp-public.fr - Tél : 01 73 02 18 18 Pour des questions relatives au recrutement et aux RH : - Monsieur Nicolas Lebraud – DRH – Conseiller mobilité carrière et formation – mobilite@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 00 64

OFFRE d'EMPLOI n°18-88-DSI

06/09/18

La Direction des systèmes d'information de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Auffargis (78)

RECRUTE

Gestionnaire administratif(ve) et financier(e) - (F/H)

La Direction des systèmes d'information (DSI) prépare et conduit la politique de l'Etablissement en matière de systèmes d'information afin de prendre en compte les besoins de l'ensemble des structures et de respecter les priorités décidées par le Directeur général et proposées par le Comité de management des systèmes d'information (CMSI). La politique conduite s'appuie sur une démarche d'urbanisation des systèmes d'information.

La DSI est composée de 3 Pôles et d'un secrétariat (1 personne) : le pôle Assistance à maîtrise d'ouvrage, conduite de projet et support applicatif (5 personnes), Développement et SIG (1 personne), le pôle Infrastructure, réseau, système, sécurité et postes de travail (2 personnes), le pôle Assistance utilisateurs et relations utilisateurs (11 personnes).

Le (la) Gestionnaire administratif(ve) et financier(e) apporte un appui au Directeur des systèmes d'information pour la coordination et la gestion des dossiers administratifs et financiers de la Direction. Et dans le cadre de la mise en œuvre du décret GBCP (Gestion budgétaire et comptable publique), l'agent sera le gestionnaire référent.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er octobre 2018

A pourvoir par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement voire en contrat à durée déterminée - Temps complet – Catégorie B

Profil recherché

Une expérience professionnelle antérieure dans des fonctions de gestion au sein d'une DSI sera appréciée.
Une expérience préalable en établissement public, notamment dans la mise en œuvre de la GBCP, est un atout.
Connaissance des principes et modes de fonctionnement budgétaire et comptable d'un établissement public.
Connaissance de la réglementation et des procédures budgétaires et comptables ainsi que des nouveaux processus (GBCP).
Connaissances de progiciels de gestion comptable et financière, ainsi que d'outils de requêtage appréciée.
Capacité à discerner les enjeux, anticiper, organiser l'activité et à respecter les délais et les procédures.
Capacité à prendre des initiatives, travailler de façon autonome dans un cadre défini et rendre compte.
Qualités relationnelles, sens de la pédagogie, de l'écoute et du dialogue.
Sens de l'organisation, rigueur et réactivité.

Conditions particulières

Règles de confidentialité et discrétion.
Quelques déplacements à prévoir dans l'année.

Activités principales

Gestion administrative : Préparer et suivre les dossiers administratifs de la DSI (préparation des réunions, élaboration de divers documents, secrétariat…) • Assurer l'interface et la coordination avec les interlocuteurs concernés du domaine • Assurer une veille réglementaire, technique, juridique et prospective dans tous les champs de ses attributions • Représenter, le cas échéant, le Directeur des systèmes d'information dans différentes réunions ou instances relevant de son champ de compétences.

Gestion budgétaire et financière : Préparer les budgets et participer au dialogue de gestion en prenant en considération les demandes des services ainsi que les contraintes de la Direction des Affaires Financières • Participer au pilotage financier et assurer le suivi de l'exécution • Assurer la fonction de référent achat pour la structure en conformité avec la réglementation en vigueur • Réaliser toutes missions liées à l'activité financière de la DSI • Contribuer au contrôle de Gestion de la DSI.

Suivi des marchés publics et des contrats de maintenance : Assurer le suivi administratif et financier des marchés publics en collaboration avec les chefs de projets informatique, les Directions Métiers et en lien avec le Département achat et approvisionnement • Gérer l'ensemble des contrats de maintenance au sein de la DSI.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
M. Thierry THOMAS, Directeur des systèmes d'information, par téléphone au 01.30.46.60.81 ou par courriel à thierry.thomas@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, **au plus tard le 20 septembre 2018, -** terme de rigueur - par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer impérativement par courriel à :
recrutement@oncfs.gouv.fr & thierry.thomas@oncfs.gouv.fr

OFFRE d'EMPLOI n°18-89-AC

12/09/18

L'Agence comptable de
L'OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE
située à Auffargis (78)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

RECRUTE

Responsable comptabilité - Inventaire (F/H)

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

L'Agence comptable a pour mission la tenue et la reddition des comptes de l'Etablissement.

Sous l'autorité de l'Agent Comptable et en son absence, du Fondé de pouvoir, le (la) Responsable comptabilité - Inventaire assure l'instruction et le contrôle des opérations de l'Agence comptable, en particulier des opérations rectificatives et se charge de la gestion de la trésorerie.

Il (elle) assure le contrôle de l'inventaire comptable des biens de l'établissement.

Nature de l'emploi

Poste à pourvoir à compter du 1er novembre 2018

A pourvoir par un fonctionnaire (PNA ou détachement) ou un agent titulaire d'un contrat relevant du quasi statut de certains établissements de l'environnement - Temps plein - Catégorie B.

Profil recherché

Connaissance de la comptabilité générale, de l'organisation et du fonctionnement d'un établissement public.
Connaissance de l'environnement professionnel propre au fonctionnement d'une agence comptable.
Connaissance des règles de comptabilité publique : GBCP, instruction comptable commune, RNCEP, commande publique.
Connaissance de progiciels de gestion comptable et financière et de requêtage.
Maîtrise de la conception, réalisation et du suivi de tableaux de bords et outils de suivi.
Capacité à rendre compte, aider à la prise de décision et prévenir sur les dossiers sensibles.
Capacité à assurer la circulation, la transmission de l'information et la vulgarisation des textes juridiques et des instructions.
Forte capacité à travailler en coopération et en transversalité.
Capacité à reconnaître les priorités et les hiérarchiser.
Capacités de concentration, rigueur, méthode et organisation.
Grande aisance relationnelle, sens de la diplomatie et devoir de réserve.

Activités principales

Instruire et contrôler les opérations de l'agence comptable :
Suivre les évolutions réglementaires comptable et leur application • Contrôler les arrêtés mensuels et réaliser les opérations comptables de fin d'exercice • Contrôler les écritures rectificatives • Suivre la trésorerie et transférer les fichiers de virement via le Portail de la Gestion Publique • Assurer le contrôle hebdomadaire de la conformité de la comptabilité avec les comptes de dépôts de fonds (rapprochement bancaire) • Suivre les comptes d'imputation provisoire de dépenses et de recettes • Assurer l'instruction de la TVA.

Assurer l'inventaire comptable :
Tenir l'état de l'actif • Passer les écritures comptables de fin de gestion liées à l'investissement • Suivre les entrées et sorties de biens (via Immonet) • Suivre les amortissements et les subventions d'investissement • Participer au suivi de l'inventaire (biens immobilisés) en lien avec le Service ordonnateur • Assurer la conservation des pièces et documents de comptabilité.

Assurer ponctuellement la confection du compte financier.

Intéressé(e) ?

Pour vous renseigner sur le poste,
Mme Michèle MENTION, Agent comptable, par téléphone au 01.30.46.60.08 ou par courriel à michele.mention@oncfs.gouv.fr

Mme Catherine ISSAKIDIS, Directrice des ressources humaines, par téléphone au 01.44.15.17.24 ou par courriel à catherine.issakidis@oncfs.gouv.fr

Envoyer votre candidature, en indiquant le numéro du présent avis, au plus tard le 26 septembre 2018, - terme de rigueur -, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé, accompagnés des trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public. (Dans le cas d'une demande de mutation interne, merci de joindre également le formulaire prévu à cet effet).

Ces documents sont à envoyer par courriel à : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
FranceAgriMer
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex
Secrétariat Général / Service de l'inspection générale et de l'appui aux régions

Inspecteur général des services et chargé de l'appui aux régions

N° du poste : 180237	**Catégorie :** A
Cotation parcours professionnel : 3 *(en cours de validation)*	**Groupe RIFSEEP : 1** *si corps des attachés d'administration de l'Etat*
Poste vacant	**Localisation du poste :** Montreuil (93)

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : • favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, • assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, • mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, • gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Sous l'autorité de la secrétaire générale, le service de l'Inspection générale et d'appui aux régions est investi de trois missions : l'inspection des services, l'appui au fonctionnement des services territoriaux et l'inspection santé et sécurité au travail.
Objectifs du poste	Sous l'autorité du chef du service de l'inspection générale et de l'appui aux régions, le (la) titulaire du poste contribuera à l'organisation du dialogue avec les services territoriaux de FranceAgriMer et leurs agents. Il (elle) sera également appelé(e) à participer aux activités du service en matière de santé et de sécurité au travail. Enfin, il (elle) conduira les missions d'inspection susceptible de lui être confiées par la direction générale et le secrétariat général.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	• Participer à la préparation et l'organisation des dialogues de gestion siège/services territoriaux ; • Contribuer à l'animation des échanges entre la direction générale et les services territoriaux (préparation des visites dans les services territoriaux de la direction générale et des réunions organisées avec les représentants des DRAAF) ; • Évaluer périodiquement le fonctionnement et la performance des services territoriaux et déterminer les effectifs cibles des services territoriaux de rétablissement au regard de leur charge de travail ; • Prendre part à l'activité de conseil et d'appui au fonctionnement des régions ; • Contribuer au suivi individualisé des agents de rétablissement dans les régions ; • Réaliser des expertises et des enquêtes pour le compte de la direction générale et du secrétariat général.
Champ relationnel du poste	Direction générale, tous services du siège de FranceAgriMer, services territoriaux, DRAAF

	Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
Compétences liées au poste	- Connaissance des procédures mises en œuvre dans l'établissement - Connaissance du fonctionnement d'un établissement public administratif - Notions budgétaires et comptables	- Maîtriser les outils bureautiques - Maîtriser la conception et l'utilisation de tableaux de bord - Maîtriser les techniques de communication écrite et orale - Disposer de qualités relationnelles - Faire preuve d'un sens de l'analyse.

Personnes à contacter	Isabelle CENZATO, secrétaire générale Tél : 01.73.30.20.46 (isabelle.cenzato@franceagrimer.fr) Christine AVELIN, directrice générale Tél : 01.73.30.20.50 (christine.avelin@franceagrimer.fr)

DATE LIMITE DE DEPOT DE CANDIDATURE : vendredi 12 octobre 2018

Catégorie A

Direction Générale des Politiques agricole, agroalimentaire et des territoires
Service Europe et International
Bureau de la Mondialisation et de la Sécurité Alimentaire

Conseiller pour les affaires agricoles en AFRIQUE DE L'OUEST (Nigeria - Lagos) (CEDEAO)

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du Chef du Service économique régionale (SER) d'Abuja auprès de l'Ambassadeur, en lien étroit avec le conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'Ouest basé au SER d'Abidjan, le conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'Ouest basé au Nigeria (à Lagos) aura pour missions :

- D'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, sur l'évolution de l'agriculture dans les pays de la zone de compétence (Nigeria, Ghana, Sierra-Leone, Libéria, Togo, Bénin, Niger), les orientations de la politique agricole/alimentaire et leurs impacts,
- D'observer activement l'évolution des positions des pays de la zone en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions,
- D'observer l'évolution des positions des pays d'Afrique de l'Ouest (pays membres de la CEDEAO) dont il a la charge, en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions
- De soutenir et promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France auprès des administrations des pays concernés (OMC, PAC, G20, indications géographiques, ODD, Accord de Paris, 4 pour mille…),
- De créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions de la zone de compétence, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs de ces pays, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et des pays de la zone de compétence,
- D'identifier des actions de coopération et en assurer le suivi et l'évaluation, en cohérence avec la stratégie Europe et International du MAA,
- De contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAA,
- De favoriser en collaboration avec SOPEXA et le réseau déployé par Business France dans les pays de la sous-région suivis, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec l'administration relevant d'une intervention régalienne et de contribuer à la levée des barrières sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce,
- De suivre les orientations de la CEDEAO en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire, en lien avec les services du SCAC,
- De représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence,
- De suivre les orientations de la CEDEAO en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire, en lien avec les services du SCAC,
- De créer et maintenir des liens avec les autorités de la CEDEAO sur les questions agricoles (y compris son Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation – ARAA basée à Lomé), en lien avec le SCAC.

Qualités requises :

- esprit d'initiative, de synthèse et de rigueur,
- réactivité,
- très bonne maîtrise de la langue anglaise,
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales,
- connaissance de la politique agricole européenne et nationale,
- connaissance des politiques de développement,
- aptitude à travailler dans un pays multiculturel,
- sens des relations humaines et de la négociation internationale.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable

Date limite de transmission des candidatures : 14 octobre 2018

Personnes à contacter :

FRÉDÉRIC LAMBERT – Chef du service des Europe et International – DGPE – ***01 49 55 46 44***
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

HELOISE PESTEL – Sous-Directrice International – DGPE - ***01 49 55 45 08***

heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

LUDOVIC LARBODIERE, Chef du bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire – DGPE - ***01 49 55 48 66***
ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : **aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr**

Catégorie A

Direction Générale des Politiques agricole, agroalimentaire et des territoires
Service Europe et International
Bureau de la Mondialisation et de la Sécurité Alimentaire

Conseiller pour les affaires agricoles en AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)
Poste basé en Côte d'Ivoire (Abidjan), susceptible d'être vacant

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du Chef du Service économique régionale (SER) d'Abidjan auprès de l'Ambassadeur, en lien étroit avec le conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'Ouest basé au SER d'Abuja, le conseiller pour les affaires agricoles en Afrique de l'Ouest basé en Côte d'Ivoire aura pour missions :

- D'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, sur l'évolution de l'agriculture dans les pays de la zone de compétence (Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Sénégal), les orientations de la politique agricole/alimentaire et leurs impacts,
- D'observer activement l'évolution des positions des pays de la zone en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions,
- D'observer l'évolution des positions des pays d'Afrique de l'Ouest (pays membres de la CEDEAO) dont il a la charge, en matière de politiques agricole, alimentaire et commerciale au plan national et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions
- De soutenir et promouvoir les positions françaises et les initiatives internationales portées par la France auprès des administrations des pays concernés (OMC, PAC, G20, indications géographiques, ODD, Accord de Paris, 4 pour mille…),
- De créer et de maintenir des liens permanents avec les administrations et autres institutions de la zone de compétence, ainsi que les représentants des organisations agricoles et de consommateurs de ces pays, afin de faciliter le dialogue entre les autorités françaises et des pays de la zone de compétence,
- D'identifier des actions de coopération (politique et technique en lien avec les GIP Adecia et FVI et la DgTrésor), et en assurer le suivi et l'évaluation, en cohérence avec la stratégie Europe et International du MAA,
- De contribuer à la concertation entre les acteurs de la promotion agricole et d'assurer une mission de suivi et d'évaluation des actions de promotion bénéficiant d'un soutien de l'UE et du MAA,
- De favoriser en collaboration avec la SOPEXA, l'Adepta, et le réseau déployé par Business France dans les pays de la sous-région suivis, et les services économiques de la zone, le développement du commerce agro-alimentaire de la France en direction de ces pays, ce qui inclut notamment une connaissance très précise des réglementations applicables au commerce agro-alimentaire, d'apporter une assistance aux opérateurs rencontrant des difficultés avec l'administration relevant d'une intervention régalienne et de contribuer à la levée des barrières sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques au commerce,
- De suivre les orientations en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire de la l'UEMOA, dont le siège est à Ouagadougou, et de la CEDEAO, en lien avec les services du SCAC et le conseiller aux affaires agricoles basé au Nigéria suivant plus particulièrement la CEDEAO dont le siège est à Abuja,
- De suivre les orientations et la mise en œuvre de la stratégie Sahel, en matière de politiques agricoles, de développement et de sécurité alimentaire, en lien avec les services du SCAC, du Cirad et de l'AFD,
- De représenter, si besoin est, la France dans les comités ou réunions internationales relatives au champ d'action du MAA ayant lieu dans les pays de la zone de compétence.

Qualités requises :

- esprit d'initiative, de synthèse et de rigueur,
- réactivité,
- bonne maîtrise de la langue anglaise,
- pratique de l'administration centrale et des relations internationales,
- connaissance de la politique agricole européenne et nationale,
- connaissance des politiques de développement,
- aptitude à travailler dans un pays multiculturel,
- sens des relations humaines et de la négociation internationale.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable

Date limite de transmission des candidatures : 14 octobre 2018

Personnes à contacter :

FRÉDÉRIC LAMBERT – Chef du service des Europe et International – DGPE – ***01 49 55 46 44***
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

HELOISE PESTEL – Sous-Directrice International – DGPE - ***01 49 55 45 08***
heloise.pestel@agriculture.gouv.fr

LUDOVIC LARBODIERE, Chef du bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire – DGPE - ***01 49 55 48 66***
ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr
Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Aliocha NGUYEN, mél : **aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr**